

Le profs sont en grève !

Ou comment sortir du corporatisme, pour une réelle démocratisation du savoir.

Quelques jours de grève, selon le besoin. Histoire de faire monter la pression d'un cran sur l'administration. C'est un début !

Ils et elles exigent la création de 300 nouveaux postes de profs

Des profs, pas des chargé-e-s de cours. Il faut augmenter le ratio professeur : étudiant de même que le ratio professeur : chargé-e-s de cours qui sont actuellement derrière ceux des autres institutions. 300 nouveaux profs, ça représente une augmentation d'environ 30% du corps professoral. C'est une mesure qui devrait augmenter la qualité de l'éducation à l'UQÀM. C'est excellent ! Mais comment y arriver?

Hausses salariales

Le syndicat des profs (SPUQ) affirme que pour attirer un tel effectif, il faudrait une hausse salariale afin de rattraper les autres universités montréalaises. Ça permettrait d'attirer des candidat-e-s potentiel-le-s. Il faudrait aussi faire passer les versements du congé sabbatique de 80% à 90% du salaire annuel ainsi qu'augmenter les allocations de recherche.

Cela pourrait sembler logique dans un contexte de pénurie de diplômé-e-s, mais ce n'est présentement pas le cas. Plusieurs titulaires de diplômes sont au chômage, alors que d'autres survivent comme chargés de cours. Il serait donc plutôt facile de combler des centaines de nouveaux postes de professeurs sans augmenter les salaires.

Une logique de compétition

De plus, ces revendications s'insèrent dans le cadre d'une compétition malsaine entre institutions universitaires. Une telle compétition, nécessaire diront certain-e-s, a des conséquences importantes sur la démocratisation du savoir. Certaines universités en ressortent gagnantes et d'autres perdantes. Des universités pour l'élite et d'autres pour le reste. Et encore, ce reste est lui aussi composé d'une élite, mais nous y reviendrons.

Il nous semble manifeste que, derrière le beau principe de la qualité de l'éducation, se cache le corporatisme d'une couche aisée. Sérieusement, en 2005, leur salaire annuel moyen était de 86 812\$... Dans le contexte d'une crise économique, d'une crise écologique, alors que le capitalisme craque de partout et que de nombreuses mises à pied se font, nos intellectuels pensent à gonfler leurs revenus. Revenu qui est déjà parmi les plus élevés du salariat québécois.

Malgré tout, les professeurs ont la décence de dénoncer l'ingérence grandissante du privé dans notre institution dite « publique ». Mais encore ! Ce n'est que lorsque leurs acquis sont en jeu. On n'entend pas beaucoup parler du financement privé de leurs recherches, ni de l'arrimage des programmes d'études aux besoins des multinationales... Ce qui est attaqué, c'est l'intrusion du privé lors de LEURS négociations. C'est la perte de pouvoir de LEURS membres au sein de l'université par l'augmentation du nombre de représentant-e-s de l'entreprise privée sur le CA de l'UQÀM. Le privé, c'est bien quand ça fait notre affaire seulement ? Le SPUQ défend l'intérêt de

classe de ces membres, sans réelle visée sociale autre que le maintien de leur statut de petit-bourgeois.

Pourquoi maintenant ?

On est en droit aussi de se questionner sur leur décision de mettre la pression maintenant alors que leur convention collective est échue depuis près de deux ans. Officiellement, c'est parce que le gouvernement a décidé de libérer l'UQÀM du fardeau de l'îlot-voyageur et du complexe des sciences à la fin de 2008. Auparavant, il y avait trop d'insécurité financière. La qualité de l'éducation pouvait bien attendre.

Il y a un an, 12 000 étudiant-e-s étaient en grève. Ils mettaient la pression sur le gouvernement, mais aussi principalement sur l'administration. À l'époque, les professeurs étaient déjà sans convention. Au lieu de pousser les choses au moment où l'université était déjà paralysée par la grogne estudiantine, au lieu que tou-te-s s'appuient dans la lutte et que naisse une belle solidarité, ce fut l'attente. L'attente...

Le rôle de l'université

S'il y a un corporatisme flagrant derrière tout ça, il ne faut pas nier les bonnes intentions qu'ont plusieurs professeurs. C'est vrai qu'il y a différentes tendances à l'œuvre. Si certain-e-s ne cachent pas leur volonté de créer une société sur les bases d'une classe bourgeoise qui peut diriger et contrôler la société, de nombreux autres tiennent vraiment à une éducation de qualité, accessible et libre de l'ingérence du privé. Malheureusement, cela ne changera pas le rôle de l'université.

Dans les faits, généralement, qui va à l'université? À quoi sert l'université? Il ne faut pas se le cacher, l'université est un outil de reproduction de la classe dominante. Oui, il y a une certaine mobilité sociale. Assurément plus grande qu'il n'y a pas si longtemps. Aussi, le savoir est plus accessible qu'avant. Oui, il s'y diffuse un savoir critique du système capitaliste. Principalement, mais non exclusivement dans les sciences humaines. Mais, à part quelques cours, la grande masse de ce qui y est transmis répète les mêmes sornettes qui rendent légitime la suprématie capitaliste.

Les diplômé-e-s de l'UQÀM, qui constitueront l'élite québécoise de demain, aveuglé-e-s par des années de propagande idéologique institutionnelle, défendront le capitalisme tout comme le fait l'élite actuelle.

La social-démocratie universitaire

Et quand même que nos braves professeurs, vaillant-e-s militant-e-s sociodémocrates, parviennent à faire de l'UQÀM l'institution du savoir la plus accessible de toutes, s'ils ne sortent pas de leur petit milieu d'élite, ils ne pourront jamais toucher à un problème beaucoup plus

important : les nombreuses filles ou fils des de petits salariés qui décrochent avant le cégep.

Il y a écrémage de l'élite tout au long du parcours des jeunes. Ça se fait avec des classes pour élèves plus doué-e-s, avec des écoles secondaires privées qui sélectionnent les meilleurs éléments et avec un contingentement hautement compétitif des programmes les plus prestigieux. Il y a peu de gens des classes populaires qui se rendent en médecine, et c'est pas qu'ils ne sont pas assez brillants. Il y a aussi peu d'enfants de médecins qui finissent en soudure.

L'université, sous la tutelle de l'État capitaliste, même *accessible* à tous et chacune, reproduit la classe bourgeoise qui ne pense qu'à privatiser. Élite qui va, tôt ou tard, saper dans l'école publique et son accessibilité.

L'élitisme universitaire

Comme nous l'avons mentionné plus haut, il y a aussi des professeurs qui croient sincèrement qu'une augmentation de la qualité de l'éducation à l'UQÀM n'est possible que par la comparaison compétitive de nos diplômes avec les autres universités, par le resserrement des critères de sélections et par l'augmentation du salaire des profs afin d'attirer la crème du milieu intellectuel. Quitte à faire payer un peu plus les étudiant-e-s. Cette vision élitiste, que partage la tendance libérale et conservatrice, il faut s'y opposer sérieusement !

Après tout, c'est la formulation explicite du rôle de l'université dans la société capitaliste : éduquer les dominant-e-s de demain à conserver leur pouvoir. Les profs qui pensent ainsi ont choisi leur camp, et on n'a pas grand-chose à leur dire.

Message aux progressistes

C'est donc aux professeurs progressistes qu'on s'adresse. Celles et ceux qui pensent que la gratuité scolaire n'est pas une mauvaise idée et qui s'indignent que les injustices et les inégalités soient toujours une réalité au 21^e siècle. Votre implication dans cette lutte syndicale aux visées plutôt courtes et vos écrits ésotériques sur le capitalisme ne suffiront pas à renverser la tendance. Vous avez les moyens financiers, vous avez l'influence et vous avez la réputation nécessaire pour prendre part de façon importante à la lutte des classes. Pour ça, il vous faudra sortir du milieu petit-bourgeois pour vous impliquer directement dans la lutte du prolétariat contre le capitalisme. Pour une éducation populaire.

Au plaisir !